



PREFET DE TARN-ET-GARONNE

Direction Départementale des Territoires

**Arrêté préfectoral délivrant
l'homologation du plan annuel de répartition à l'organisme unique de gestion collective
Sous-bassin Aveyron - Lemboulas
Campagne de prélèvement d'eau à usage d'irrigation agricole 2020-2021**

Le préfet de Tarn-et-Garonne,

- Vu le code de l'environnement,
- Vu la loi 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19, modifiée par la loi 2020-546 du 11 mai 2020,
- Vu l'ordonnance 2020-306 du 25 mars 2020, modifiée, relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période,
- Vu le décret 2020-383 du 1^{er} avril 2020 portant dérogation au principe de suspension des délais pendant la période d'urgence sanitaire liée à l'épidémie de covid-19,
- Vu le décret 2020-412 du 8 avril 2020 relatif au droit de dérogation reconnu au préfet,
- Vu l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret 1996-102 du 02 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation en application des articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1120, 1210, 1220 ou 1310 de la nomenclature,
- Vu l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret 1996-102 du 02 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1120, 1210, 1220 ou 1310 de la nomenclature,
- Vu l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 relatif à la mesure de prélèvements d'eau et aux modalités de calcul de l'assiette de la redevance pour prélèvement de la ressource,
- Vu le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Adour-Garonne (SDAGE) 2016-2021 approuvé par le préfet coordonnateur de bassin le 1^{er} décembre 2015 et entré en vigueur le 21 décembre 2015,
- Vu l'arrêté du 28 mars 2018 portant approbation du Sage sur le bassin du Viaur,
- Vu l'arrêté préfectoral 1994-1487 du 22 août 1994 classant le département de Tarn-et-Garonne en zone de répartition des eaux,
- Vu l'arrêté préfectoral 1994-2037 du 17 octobre 1994 modifié par l'arrêté préfectoral 2003-324-4 du 20 novembre 2003, fixant dans le département de l'Aveyron la liste des communes incluses dans la zone de répartition des eaux,
- Vu l'arrêté préfectoral du 27 mars 1996, fixant dans le département du Tarn la liste des communes incluses dans la zone de répartition des eaux,
- Vu l'arrêté préfectoral du 23 février 2004, fixant dans le département du Lot la liste des communes incluses dans la zone de répartition des eaux,
- Vu le plan de gestion des étiages de la Lère approuvé par le comité de bassin Adour-Garonne, en séance du 12 février 2008 et approuvé par madame le préfet coordonnateur du sous-bassin de la Lère le 28 mai 2008,
- Vu le plan de gestion des étiages du Lemboulas approuvé par madame le préfet coordonnateur du sous-bassin du Lemboulas le 11 octobre 2011,
- Vu l'arrêté interdépartemental du 31 janvier 2013 portant désignation de la Chambre d'agriculture de Tarn-et-Garonne comme organisme unique de gestion collective de l'eau pour l'irrigation agricole sur le sous-bassin Aveyron-Lemboulas,
- Vu l'arrêté cadre interdépartemental portant définition d'un plan d'action sécheresse pour le sous-bassin de l'Aveyron en date du 21 juin 2016 et décliné sous une forme départementale sur l'ensemble du périmètre,

Vu l'arrêté interdépartemental portant autorisation unique pluriannuelle délivrée à l'organisme unique de gestion collective pour l'usage d'irrigation agricole du sous-bassin Aveyron-Lemboulas en date du 08 juillet 2016, modifié,

Vu la décision de la commission administrative de bassin (CAB) en date du 15 mai 2013 désignant le préfet de Tarn-et-Garonne comme préfet référent du sous-bassin Aveyron-Lemboulas, désigné ci-après le préfet,

Vu le projet de plan de répartition pour la période 2020-2021 présenté par l'organisme unique de gestion collective en vue d'obtenir son homologation pour les prélèvements d'eau à usage d'irrigation sur les périmètres du sous-bassin Aveyron-Lemboulas et enregistré sous le numéro 82-2020-00178,

Vu le rapport du 15 mai 2020 du service Eau et Biodiversité de la direction départementale des territoires (DDT) de Tarn-et-Garonne,

Vu l'avis, dans sa séance dématérialisée du 29 mai 2020, du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de Tarn-et-Garonne,

Considérant que les prélèvements à usage d'irrigation agricole, présentés sous la forme d'un plan annuel de répartition faisant l'objet de la demande, sont soumis à homologation,

Considérant que, conformément au deuxième alinéa de l'article R.181-47 du code de l'environnement, le plan de répartition présenté comporte l'identification complète de chaque préleveur irriguant ainsi que les modalités de prélèvement envisagées pour chaque préleveur au cours de la campagne et par point de prélèvement,

Considérant que les volumes demandés par l'organisme unique dans le plan annuel de répartition sont conformes aux volumes autorisés par l'arrêté d'autorisation unique pluriannuelle de prélèvement d'eau pour l'irrigation agricole,

Considérant que les modalités de répartition fixées par l'autorisation unique pluriannuelle sont respectées,

Considérant que les mesures de confinement et de suspension des délais liées à l'état d'urgence sanitaire ont ralenti l'instruction des plans annuels de répartition,

Considérant que, par le décret 2020-383 du 1^{er} avril 2020, les délais d'élaboration et d'homologation des plans annuels de répartition prévus à l'article R.214-31-3 du code de l'environnement reprennent leur cours à compter du 03 avril 2020,

Considérant qu'au regard de l'état d'urgence sanitaire en cours, qui constitue une situation de circonstances exceptionnelles, l'homologation nécessaire du plan annuel de répartition 2020-2021 du sous-bassin Aveyron-Lemboulas doit être effectuée dans des délais contraints ; dès lors, la nécessité de prendre un arrêté signé par tous les préfets concernés est rendue impossible par les mesures liées à la crise sanitaire, et que donc il est décidé que celui-ci sera pris par le seul préfet de Tarn-et-Garonne, préfet référent l'organisme unique, au nom de l'État,

Considérant que le décret 2020-412 du 08 avril 2020 relatif au droit de dérogation reconnu au préfet, permet au préfet de déroger à des normes arrêtées par l'administration de l'État pour prendre des décisions non réglementaires relevant de sa compétence, notamment dans le domaine de l'environnement,

Considérant qu'en application de ces dispositions, l'avis des Coderst de chaque département concerné par le plan annuel de répartition du sous-bassin Aveyron-Lemboulas n'est pas maintenu. Seul l'avis du Coderst de Tarn-et-Garonne sera sollicité. Une information des Coderst des autres départements sera néanmoins organisée,

Considérant l'intérêt général attaché à la gestion équilibrée de la ressource en eau ainsi qu'à la préservation des cultures auquel concourt le plan annuel de répartition 2020-2021 du sous-bassin Aveyron-Lemboulas qui doit être pris dans des délais contraints tant par la période d'étiage approchante et particulièrement importante pour ces sous-bassins que par les circonstances exceptionnelles liées à la crise sanitaire lesquelles ont allongé l'instruction de la demande d'homologation formulée par l'organisme unique ; que l'application de la dérogation permet de réduire les délais de procédure d'homologation du plan annuel de répartition du sous-bassin Aveyron-Lemboulas dont le périmètre même implique la saisine des Coderst des quatre départements de l'Aveyron, du Lot, du Tarn et de Tarn-et-Garonne ; que cette dérogation est compatible avec les engagements européens et internationaux de la France ; qu'elle ne porte pas une atteinte disproportionnée aux objectifs poursuivis par les dispositions de l'article R.214-31-3 du code de l'environnement dès lors qu'une information aux Coderst des départements de l'Aveyron, du Lot et du Tarn sera effectuée a posteriori,

Considérant que le projet d'arrêté préfectoral statuant sur la demande susvisée a été communiqué au pétitionnaire le 29 mai 2020 et que celui-ci a émis un avis favorable le 10 juin 2020,

Considérant que le sous-bassin Aveyron-Lemboulas est décomposé en 7 périmètres de gestion collective,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Tarn-et-Garonne,

ARRETE

Titre I – Objet de de l’homologation

Article 1 – Désignation du bénéficiaire

Le pétitionnaire désigné ci-dessous :

Organisme unique de gestion collective à usage d’irrigation du sous-bassin Aveyron-Lemboulas

130 avenue Marcel Unal

82 017 – Montauban cedex

représenté par le président de la chambre d’agriculture de Tarn-et-Garonne, est bénéficiaire de l’autorisation unique pluriannuelle prévue au code de l’environnement (R.214-31-1 à R.214-31-5), sous réserve du respect des prescriptions définies par le présent arrêté.

Article 1 – Périmètre de l’homologation

Le présent arrêté porte sur l’homologation du plan de répartition des prélèvements à usage d’irrigation agricole, effectués sur la campagne de prélèvement 2020-2021 pour les périmètres élémentaires du sous-bassin Aveyron-Lemboulas.

Article 2 – Durée de l’homologation selon l’usage

L’homologation du plan annuel de répartition pour la campagne de prélèvement 2020-2021 est accordée jusqu’au **31 mai 2021** selon la décomposition période-usage suivante :

- Période d’irrigation estivale (01 juin 2020 – 31 octobre 2020)
- Période hors irrigation (01 novembre 2020 – 31 mai 2021) présentant différents usages :
 - ✓ Recharge de plan d’eau
 - ✓ Lutte antigel
 - ✓ Irrigation de printemps

Article 3 – Informations sur le protocole de gestion

Conformément à l’article 9 de l’arrêté d’autorisation unique pluriannuelle, l’organisme unique est tenu de mettre en œuvre, entre autres, des mesures d’économie d’eau concrètes, explicites avant le franchissement des débits objectif d’étiage ou du débit seuil de gestion en fonction des situations rencontrées.

Les dispositions destinées à être appliquées par les préleveurs leur sont communiquées par voie postale avant le début de campagne.

Article 4 – Modification

La modification du Plan annuel de Répartition est réalisée selon les dispositions de l’article R.181-46 du code de l’environnement précisées par l’article 12.5 de l’arrêté d’autorisation unique pluriannuelle.

Titre II – Dispositions finales

Article 5 – Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 6 – Dérogation

Par dérogation à l'article R.214-31-3 du code de l'environnement, l'avis des Coderst des départements de l'Aveyron, du Tarn et du Lot n'est pas sollicité. Une information est réalisée a posteriori.

Article 7 – Publication et information des tiers

Conformément aux articles R.181-44 et R.214-31-3 du code de l'environnement, le présent arrêté fait l'objet des publications suivantes :

- parution au recueil des actes administratifs des préfectures de l'Aveyron, du Lot, du Tarn et de Tarn-et-Garonne dans un délai de quinze jours à compter de la signature du présent arrêté,
- transmission à la commission locale de l'eau (CLE) du Sage Viaur (R.214-31-3),
- parution sur le portail Internet des services de l'Etat des préfectures de l'Aveyron, du Lot, du Tarn et de Tarn-et-Garonne pour une durée de six mois (R.214-31-3),
- communication aux mairies concernées pour affichage durant un mois. L'accomplissement de cette formalité est transmise à la Direction départementale des territoires concernée (R.181-44).

Conformément à l'article R.214-31-3, le préfet de chacun des départements concernés notifie à chaque préleveur, les conditions d'exploitation et les caractéristiques des prélèvements en application du plan de répartition homologué.

La notification est accompagnée de l'annexe 2 du présent arrêté, à laquelle chaque préleveur doit se conformer.

Le plan de répartition est mis à disposition du public dans les directions départementales des territoires de l'Aveyron, du Lot, du Tarn et de Tarn-et-Garonne.

Article 8 – Délais et voies de recours

Toute contestation dirigée contre le présent arrêté doit, à peine d'irrecevabilité du recours devant le tribunal administratif de Toulouse, être soumise au préalable au préfet qui l'instruit dans les conditions prévues par l'article R.214-36 du code de l'environnement.

Le silence gardé pendant plus de quatre mois sur le recours gracieux vaut décision de rejet.

Conformément aux dispositions de l'article R.181-50 du code de l'environnement, le recours contentieux peut être porté devant le tribunal administratif de Toulouse (68 rue Raymond IV – BP 7007 – 31 068 – Toulouse cedex 7), par courrier ou via l'application Télérecours (www.telerecours.fr) :

- par le bénéficiaire de l'autorisation, dans un délai de deux mois à compter de sa notification,
- par les tiers, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Tarn-et-Garonne.

Article 9 – Exécution

Les secrétaires généraux des préfectures de l'Aveyron, du Lot, du Tarn et de Tarn-et-Garonne, les directeurs départementaux des territoires de l'Aveyron, du Lot, du Tarn et de Tarn-et-Garonne, les chefs des services départementaux de l'Office français de la biodiversité (OFB) concernés, les commandants des groupements de gendarmerie concernés, les directeurs départementaux de la sécurité publique concernés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'organisme unique de gestion collective ainsi qu'aux mairies concernées.

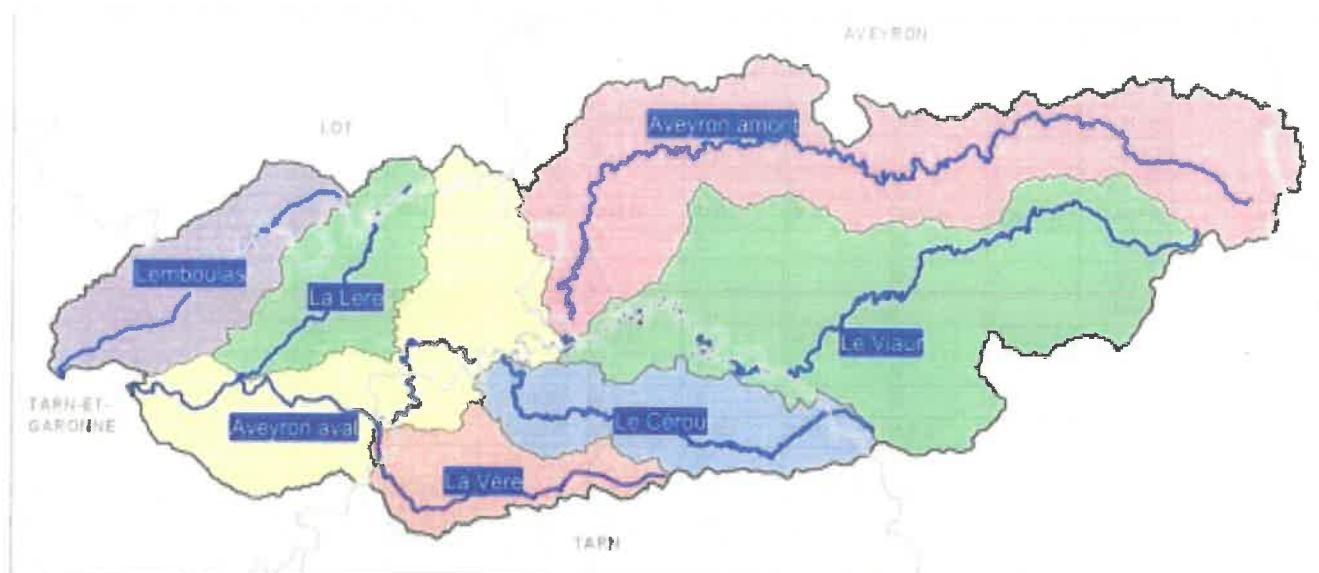
Montauban, le

22 JUIN 2020

le préfet


Pierre BESNARD

Annexe 1 – Périmètre de l'organisme unique de gestion collective du sous-bassin Aveyron – Lemboulas



Annexe 1-1 – PAR 2020 – Période Etiage – Volume homologué

Eté

Num	Libellé PGC	Ressource	Volume AUP (m ³)	Somme de V proposé 2020	V proposé 2020 / V_AUP	V_réserve	V_homo = V_propo + V_res
004	Lère	CE+NAC	1 020 000	996 000	98 %	24 000	1 020 000
		H_NAC	0	0		0	0
		PE_DEC	4 450 000	3 022 610	68 %	306 043	3 328 653
005	Vère	CE+NAC	880 000	459 400	52 %	11 950	471 350
		H_NAC	0	0		0	0
		PE_DEC	1 890 000	241 200	13 %	24 120	265 320
006	Cérou	CE+NAC	890 000	844 843	95 %	45 157	890 000
		H_NAC	0	0		0	0
		PE_DEC	2 550 000	1 512 792	59 %	151 279	1 664 071
007	Viar	CE+NAC	180 000	174 900	97 %	5 000	179 900
		H_NAC	5 000	3 000	60 %	300	3 300
		PE_DEC	3 015 000	2 744 402	91 %	270 598	3 015 000
008	Aveyron amont	CE+NAC	510 000	504 900	99 %	5 100	510 000
		H_NAC	120 000	101 818	85 %	10 182	112 000
		PE_DEC	4 100 000	3 591 503	88 %	359 150	3 950 653
009	Aveyron aval	CE+NAC	13 220 000	13 088 600	99 %	131 400	13 220 000
		H_NAC	1 070 000	1 059 600	99 %	10 400	1 070 000
		PE_DEC	8 260 000	5 285 140	64 %	528 514	5 813 654
115	Lemboulas	CE+NAC	1 120 000	929 185	83 %	79 754	1 008 939
		H_NAC	0	0		0	0
		PE_DEC	7 600 000	3 984 755	52 %	414 783	4 399 538
Total		CE+NAC	17 820 000	16 997 828	95 %	302 361	17 300 189
		H_NAC	1 195 000	1 164 418	97 %	20 882	1 185 300
		PE_DEC	31 865 000	20 382 402	64 %	2 054 487	22 436 889

Annexe 1-2 – PAR 2020 – Période Hors étiage – Volume homologué

Hiver - Recharge de plan d'eau								Printemps - Antigel + Irrigation					
Num	Libellé PGC	Ressource	Volume AUP (m³)	Somme de V proposé 2020	V proposé 2020 / V_AUP	V_réserve	V_homo = V_propo + V_res	Ressource	Volume AUP (m³)	Somme de V proposé 2020	V proposé 2020 / V_AUP	V_réserve	V_homo = V_propo + V_res
004	Lère	CE+NAC	1 215 500	1 022 100	84 %	102 210	1 124 310	CE+NAC	321 200	48 900	15 %	6 520	55 420
		H_NAC	0	0		0	0	H_NAC	0	0		0	0
		PE_DEC	0	0		0	0	PE_DEC	0	0		0	0
005	Vère	CE+NAC	840 000	21 500	3 %	5 000	26 500	CE+NAC	350 000	166 050	47 %	16 605	182 655
		H_NAC	0	0		0	0	H_NAC	0	0		0	0
		PE_DEC	0	0		0	0	PE_DEC	0	0		0	0
006	Cérou	CE+NAC	59 000	44 000	75 %	5 000	49 000	CE+NAC	830 000	632 036	76 %	63 204	695 240
		H_NAC	0	0		0	0	H_NAC	0	0		0	0
		PE_DEC	0	0		0	0	PE_DEC	0	0		0	0
007	Viaur	CE+NAC	0	0		0	0	CE+NAC	78 500	73 500	94 %	5 000	78 500
		H_NAC	15 000	13 500	90 %	1 350	14 850	H_NAC	1 500	500		50	550
		PE_DEC	0	0		0	0	PE_DEC	0	0		0	0
008	Aveyron amont	CE+NAC	0	0		0	0	CE+NAC	153 000	56 816	37 %	5 682	62 498
		H_NAC	11 200	10 000	89 %	1 000	11 000	H_NAC	36 000	3 500	10 %	350	3 850
		PE_DEC	0	0		0	0	PE_DEC	0	0		0	0
009	Aveyron aval	CE+NAC	2 508 950	2 401 950	96 %	92 000	2 493 950	CE+NAC	4 686 800	1 771 640	38 %	177 164	1 948 804
		H_NAC	125 800	53 430	42 %	8 636	62 066	H_NAC	349 500	65 590	19 %	7 029	72 619
		PE_DEC	0	0		0	0	PE_DEC	0	0		0	0
115	Lemboulas	CE+NAC	685 000	618 700	90 %	38 125	656 825	CE+NAC	377 000	37 000	10 %	9 100	46 100
		H_NAC	0	0		0	0	H_NAC	0	0		0	0
		PE_DEC	114 500	70 660	62 %	7 066	77 726	PE_DEC	0	0		0	0
Total		CE+NAC	5 308 450	4 108 250	77 %		4 350 585	CE+NAC	6 796 500	2 785 942	41 %		3 069 217
		H_NAC	152 000	76 930	51 %		87 916	H_NAC	387 000	69 590	18 %		77 019
		PE_DEC	114 500	70 660	62 %		77 726	PE_DEC	0	0			0

CE+NAC : prélèvements en cours d'eau ou nappes d'accompagnement

H_NAC : prélèvements en nappes déconnectées (casiers)

PE_DEC : prélèvements en plans d'eau déconnectés des cours d'eau et nappes d'accompagnement

Aucun volume à partir de la ressource "Retenues déconnectées" pour l'usage "Irrigation de printemps" n'est attribué. La ressource "Retenues déconnectées" peut être sollicitée pour l'usage "Irrigation de printemps" au cours de la période hors étiage par les irrigants dûment autorisés pour la période étiage. Les volumes prélevés dans ce cadre au cours de la période hors étiage sont comptabilisés sur la période étiage.

Annexe 2 – Prescriptions à destination des bénéficiaires finaux (préleveurs) de l'organisme unique Aveyron-Lemboulas

Les bénéficiaires finaux sont soumis aux prescriptions de l'arrêté du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation en application des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1120, 1210, 1220 ou 1310 de la nomenclature définie dans les articles R.214-1 à R.214-5 du code de l'environnement.

Article 1 – Durée de l'autorisation

L'homologation du plan annuel de répartition pour la campagne de prélèvement 2020-2021 est accordée jusqu'au **31 mai 2021**.

Article 2 – Définition des usages

Les usages sont les suivants :

- Période d'irrigation estivale (01 juin 2020 – 31 octobre 2020)
- Période hors irrigation (01 novembre 2020 – 31 mai 2021) présentant différents usages :
 - ✓ Recharge de plan d'eau
 - ✓ Lutte antigel
 - ✓ Irrigation de printemps

Article 3 – Conformité au dossier

Les prélèvements, objets de la présente homologation, sont situés, exploités et réalisés conformément au contenu du dossier de plan annuel de répartition.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du plan de répartition doit être portée, avant sa réalisation à la connaissance du service Eau et Biodiversité de la Direction Départementale des Territoires concernée, conformément aux dispositions de l'article 4 de l'annexe 3 du présent arrêté.

Article 4 – Identification du prélèvement par compteur volumétrique

Chaque installation de prélèvement par pompage est équipée d'un compteur volumétrique dont le numéro, communiqué préalablement au service Eau et Biodiversité de la Direction Départementale des Territoires, permet l'identification du point de prélèvement, lui-même détenu par un bénéficiaire final.

L'impossibilité avérée de la mesure par un compteur volumétrique doit être validée par l'Agence de l'Eau.

Les compteurs volumétriques équipés d'un système de remise à zéro sont interdits. L'exploitant, ou à défaut le propriétaire, doit en assurer la pose, l'entretien et le bon fonctionnement.

Le préleveur doit équiper l'installation de prélèvement d'un système permettant d'afficher, pendant toute la période de validité du plan annuel de répartition, la copie de la notification du Préfet détaillant le volume homologué pour son point de prélèvement (registre d'autorisation).

Article 5 – Suivi de l'installation de prélèvement

Le préleveur consigne dans un registre ou cahier :

- les volumes prélevés mensuellement et annuellement,
- le relevé d'index du compteur volumétrique à la fin de chaque campagne (usage) et de chaque année civile,
- les incidents survenus au cours de l'exploitation,
- la pose, les entretiens, contrôles et remplacements des moyens de mesure.

Article 6 – Volumes prélevés

Conformément à l'article 11 des prescriptions générales, le préleveur communique à l'organisme unique les volumes prélevés par usage de l'eau sur la campagne ainsi que les index correspondants de son ou ses compteurs volumétrique(s). Cette déclaration doit être réalisée dans les deux mois suivant la fin de la campagne (selon usage) et au plus tard avant le 31 décembre de l'année en cours.

La non consommation d'eau fait également l'objet d'une transmission à l'organisme unique.

L'organisme unique a la charge de transmettre au Service Eau et Biodiversité de la Direction Départementale des Territoires de Tarn-et-Garonne et aux directions départementales des territoires concernées au plus tard le 31 janvier de l'année suivante le comparatif au point de prélèvement entre les volumes exprimés, les volumes alloués et le volume prélevé.

Article 7 – Ouvrages de prises d'eau

Pour les installations en rivière, ces dispositifs ne doivent en aucun cas conduire à une modification du lit du cours d'eau, ni constituer un obstacle à l'écoulement de l'eau.

Les ouvrages de prise d'eau sont temporaires et conçus de telle façon qu'ils puissent être enlevés en fin de campagne d'irrigation et en période de crues et qu'ils permettent, en conformité avec l'article L.214-18 du code de l'environnement, le maintien en permanence de la vie, la circulation, la reproduction des espèces piscicoles qui peuplent le cours d'eau dans lequel s'effectue le prélèvement.

Article 8 – Maintien du débit minimum dans les cours d'eau

Les prélèvements dans les cours d'eau principaux doivent laisser subsister dans le lit du cours d'eau, à l'aval de l'ouvrage de prise d'eau, un débit minimal permettant de respecter les dispositions du protocole de gestion de l'organisme unique et de l'arrêté-cadre sécheresse (DOE et DSG ou autre seuils définis par l'organisme unique)

Un débit réservé, garantissant les différents usages dans le lit des cours d'eau (préservation de la vie piscicole en aval des points de pompage ou de dérivation des eaux – eau potable – ...), doit être respecté par les préleveurs. En deçà de ces valeurs, le pompage doit être impérativement interrompu. Ce débit minimal doit rester supérieur au dixième du module du cours d'eau.

Toutefois, lorsque le débit du cours d'eau à l'amont de la prise d'eau est inférieur à la valeur du débit réservé, chaque irrigant n'est tenu de restituer que le débit du cours d'eau en amont.

Article 9 – Prélèvements dans les retenues

Pendant la campagne d'irrigation, lorsque le bénéficiaire dispose d'une retenue d'irrigation, celle-ci doit être utilisée en priorité. Il est interdit de réalimenter le plan d'eau à partir d'un cours d'eau ou d'une nappe pendant cette période.

Article 10 – Modalités en cas de bas débit

10.1 – Protocole de gestion

En application du protocole de gestion, le préleveur a l'obligation de respecter les modalités définies par l'organisme unique et de lui communiquer les éléments y afférant.

10.2 – Modalités de restriction d'usage

Dans le cas où un arrêté de restriction des usages de l'eau est pris dans le cadre des mesures de protection du milieu aquatique compte tenu du niveau faible des débits constatés sur le cours d'eau, tous les prélèvements pour usage agricole en cours d'eau ou en nappe connectée doivent se conformer aux prescriptions de l'arrêté considéré.

Article 11 – Prévention des risques de pollution

Chaque préleveur prend toutes les dispositions nécessaires, notamment par l'installation de bacs de rétention ou d'abris étanches, en vue de prévenir tout risque de pollution des eaux par les carburants et autres produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux, en particulier des fluides de fonctionnement (huile – carburant).

Article 12 – Déclaration des incidents ou accidents

Le préleveur est tenu de déclarer au préfet et à l'organisme unique, dès qu'il en a connaissance, les accidents ou incidents intéressant les prélèvements agricoles faisant l'objet de la présente homologation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le préleveur doit prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le préleveur demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

Les informations portant sur les accidents, incidents ou modifications (changement de compteur) intéressant les installations de prélèvement doivent être :

- transcrites dans un registre est tenu à la disposition des agents en charge des contrôles. L'ensemble des données doivent être conservées pendant trois ans,
- déclarés à l'Organisme unique et au service Eau et Biodiversité de la Direction Départementale des Territoires concernée par courrier électronique, fax ou courrier dans un **délai de 7 jours maximum**.

Article 13 – Accès aux installations et exercice des missions de police

Tous les agents et personnes mandatés pour assurer la protection des milieux aquatiques ont, en permanence, un accès libre pour le contrôle des conditions imposées par la présente homologation ceci dans les conditions fixées par le code l'environnement. Le préleveur a l'obligation de communiquer toutes pièces utiles au contrôle. Les représentants de l'organisme unique ont également accès, en permanence, aux installations.

Article 14 – Autres réglementations

La présente homologation ne concerne que le seul acte de prélèvement d'eau destiné à l'irrigation à des fins agricoles et non l'existence de l'ouvrage de prélèvement.

Si ces ouvrages (forage – plan d'eau – dérivation – ...) sont soumis à autorisation au titre du code de l'environnement, il est nécessaire d'en faire la demande auprès du Service Eau et Biodiversité de la Direction Départementale des Territoires concernée.

La présente autorisation se substitue à toutes les autorisations et déclarations de prélèvement existantes destinées à l'irrigation, y compris aux autorisations et déclarations issues d'une législation antérieure au 04 janvier 1992 et aux droits fondés en titre, conformément aux dispositions du 1^{er} alinéa du II de l'article L.214-6 du code de l'environnement susvisé.

Article 15 – Sanctions

En application des articles L.171-7 et suivants du code de l'environnement, le non-respect des prescriptions particulières au présent arrêté ou des prescriptions générales (arrêtés de prescriptions générales du 11 septembre 2003) sera puni de la peine d'amende prévue pour les contraventions de 5^{ème} classe qui sera doublée en cas de récidive.